

Petit fermier deviendra grand



Par Jacinthe LAFOREST

Johnny Gallant de Saint-Timothée fait partie de ce qu'on appelle la relève, dans le secteur agricole. Johnny traite 25 vaches soir et matin et s'occupe du reste du bétail, un total d'environ 80 têtes. La ferme est dans la famille depuis trois générations et Johnny l'a reprise à la retraite de son père.

La ferme comprend 400 acres de terre, dont la moitié est en boisé. «On loue des terres sans ça. Il y a 12 fermiers qui gagnaient leur vie il y a 30 ans sur les terres qu'on utilise actuellement et même à ça, on n'est pas compétitif» de dire Johnny Gallant.

Etre compétitif. Voilà la préoccupation première du fermier. La première raison est que les prix du lait sont fixés en fonction du coût de production des fermes les plus compétitives, dont l'efficacité est accrue par un niveau de mécanisation à la fine pointe de la technologie dans le milieu agricole.

Johnny lui, doit se résoudre à traire ses vaches avec une trayeuse qui était, il y a 30 ans, de la haute technologie. «Ça nous coûterait environ 20 000 \$ pour installer une pipeline pour la grosseur de ferme qu'on a.»

Johnny est relativement chanceux. Il n'a pas à supporter le fardeau d'une lourde dette à long terme due à l'achat d'une ferme. A l'Île, de 3 à 5 pour 100 des quelque 580 producteurs laitiers ne sont pas aussi chanceux et décident de vendre. Dans la région Évangéline, il y a environ sept fermiers présentement. L'un d'entre eux est en train de vendre ses vaches et son quota, un autre quota est à vendre.

La crise causée par la peur du cholestérol n'a pas aidé les producteurs et l'arrivée sur le marché d'un lait écrémé à 99 pour 100 non plus.* (Voir article en page 2)

La compétitivité, le credo du producteur laitier

(J.L.) Au-moment où la terre a été confiée à Johnny, le quota s'élevait à 3 000 kilos de matière grasse. Johnny a pu acheter 2 000 kilos de plus depuis qu'il gère la ferme, ce qui lui a permis d'augmenter un peu la production et les revenus. «On voudrait grossir à un niveau qui nous permettrait de rentabiliser la mécanisation» de dire le fermier. Présentement, la ferme de Johnny représente trop de travail pour une seule personne, mais ne pourrait pas faire vivre deux personnes, encore moins deux familles. «Pour qu'un fermier fasse un salaire équivalant à celui d'un soudeur, il doit avoir 40 vaches au Canada, 65 s'il

vit aux États-Unis» de dire Johnny. Il faut aussi améliorer et maximiser le rendement du troupeau, et la meilleure manière de le faire, c'est d'informatiser la gestion du troupeau : pour maintenir la production à son meilleur, il faut sans cesse améliorer la race, il faut savoir que la productivité d'une vache est à son **meilleur** pendant la gestation et pour uné période d'environ deux mois suivant la mise bas. Si on ne la fait pas inséminer avec succès deux mois après qu'elle ait mis bas son veau, on subit une perte car elle ne produit plus assez de lait pour payer ce qu'elle mange.

D'autre part, si la productivité

augmente, on doit s'assurer qu'on ne dépasse pas la limite de notre quota. Par exemple, si Johnny, produit plus de 5 000 kilos de matière grasse, il n'est payé que pour 5 000 par l'Office de commercialisation du lait de l'Île-du-Prince-Edouard. Les fermiers reçoivent 45 \$ l'hectoline de lait, soit 45 cents le litre de lait et sur ce montant, ils doivent payer une cotisation à leur office de commercialisation, qui fait entre autres la promotion des produits laitiers. Des campagnes nationales de promotion comme «Du fromage s'il vous plaît» et «Parce que du beurre, c'est du beurre», coûtent cher. A l'Île seule-

ment, le budget de promotion du PEI Milk Marketing Board est de 653 000 \$ par année et cela ne comprend pas l'administration. Les cotisations des fermiers sont prélevées à même leurs salaires bruts.

Johnny Gallant voit se pointer plusieurs changements à l'horizon. Les négociations du GATT ne l'inquiètent pas outre mesure. La séparation du Québec, c'est autre chose. Cette province produit à elle seule 48 pour 100 de la production laitière au Canada, l'Île-du-Prince-Edouard 1,9 pour 100. Le Canada pourrait être «cochon» et dire au Québec de garder sa production. «Imagine un peu, si l'Île produisait 2 pour 100 de plus de la production nationale, ça serait le double de ce qu'on produit actuellement». L'union économique des provinces maritimes est une autre préoccupation. À l'Île, un kilo

Au Nouveau-Brunswick, il se vend 30 \$. «Si il y avait union économique, les provinces pourraient vouloir un seul office de mise en marché pour les trois provinces et un seul prix pour les quotas».

Malgré tous les changements qu'il voit venir, Johnny est confiant en l'avenir. «On va réussir». Mais à quel prix. En plus des longues heures de travail sur la ferme, Johnny fait de la sylviculture. Il aime cela, et c'est un revenu d'appoint. Il est aussi dépositaire d'une marque reconnue de scie mécanique.

«Je pourrais être sur l'assurance-chômage et faire un meilleur salaire que ce que je fais actuellement. Mais le chômage, c'est pas pour moi». À plus long terme, il aimerait bien amener la ferme à un niveau de rendement qui lui permettrait de s'associer avec son frère.*



Johnny s'est doté il n'y a pas tellement longtemps d'une fournaise à copeaux de bois qui chauffe son entrepôt de machinerie. On le voit en train de remplir la chaudière de copeaux de bois. Il a de l'aide le fils de son voisin vient l'aider de temps en temps. Johnny et Louise Gallant ont eux-mêmes trois enfants âgés de 6 ans, 4 ans et 18 mois.

L'Université Laval offre des bourses

Grâce à l'appui financier de l'Université Laval, la Fondation Donatien Frémont offrira deux nouvelles bourses d'études à partir de 1992-93. Le programme de bourses de la Fondation vise à former des communicateurs dans les communautés francophones, selon un communiqué.

Les «Bourses de l'Université Laval» seront réservées, en toute logique, aux candidats ayant choisi cet établissement pour étudier.

L'Université Laval est de fait un choix indiqué pour les aspirants-communicateurs puisqu'elle jouit d'une réputation enviable, entre autres, pour ses cours de journalisme.

Parmi les autres bourses de la Fondation, seule la «Bourse Journal LeDroit» est également liée à un établissement particulier, étant réservée aux étudiants en communication à l'Université d'Ottawa. Dans tous les autres cas, le choix

de l'établissement est libre en autant que les cours soient en français. L'an dernier, la Fondation a octroyé un total de 24 bourses.

La contribution de l'Université Laval au programme de bourses de la Fondation figure parmi une gamme **actions** qu'elle a **entreprises** récemment pour «soutenir de façon concrète les communautés francophones de l'extérieur du Québec», comme l'a expliqué M. Michel Dumas, directeur du Bureau de la recherche subvention& de l'université.

Pour les bourses 1992-93 de la Fondation Donatien Frémont, les demandes doivent être soumises avant le 1er juin. Les renseignements et formulaires de demande sont disponibles auprès des journaux de l'Association de la presse francophone, des écoles secondaires et post-secondaires ainsi que de nombreuses associations socio-culturelles au Canada.*

La SNA fait des cadeaux

Par la biais de son programme d'échanges avec la Communauté française de Belgique, la Société Nationale des Acadiens a récemment effectué un important don de bandes dessinées aux vingt-sept bibliothèques publiques de langue française au Nouveau-Brunswick ainsi qu'à plus d'une quinzaine **d'écoles acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve et du Labrador, selon un communiqué.**

Connaissant la réputation de la Communauté française de Belgique dans le domaine de la bande dessinée, il ne fait aucun doute que les jeunes acadiens et acadiennes des provinces de l'Atlantique dé-

couvriront avec plaisir les aventures de ces héros. Près de deux cent cinquante bandes dessinées ont été distribuées, certaines parmi les plus populaires telles que Lucky Luke, les Schtroumpfs, Gaston, Achille Talon, etc...

Cet échange s'inscrit dans la **volonté de la Société Nationale des Acadiens de doter les communautés acadiennes des provinces de l'Atlantique des outils nécessaires à leur développement. L'accès à des produits culturels de langue française de qualité et en plus grande quantité contribue, nous en sommes convaincus, à raffermir le sentiment d'appartenance et de fierté à la tureacadiennecheznotrejeunesse.***

On choisit les dirigeants du conseil coop de Tignish

Par E. Elizabeth CRAN

À la deuxième réunion des membres du conseil coop de Tignish, survenue le 25 février, on a choisi un comité exécutif. M. Emmerson MacMillan, qui y représente l'Association coopérative de Tignish, est maintenant président. - M. Leo Handrahan, coopérateur bien connu de la région, est vice-président. M. Don Landry, gérant du bureau de la compagnie d'assurances «The Co-operators» à Tignish, a été choisi secrétaire. Comme le conseil ne s'attend pas à prélever des fonds, on a laissé le poste de trésorier

vacant. Selon M. MacMillan, le conseil a décidé que ce sont les trois grandes coopératives de la région, soit l'Association coopérative, la caisse populaire et «Tignish Fisheries», qui en feront les quelques frais inévitables.

Le conseil a décidé de ne pas initier lui-même d'autres coopératives dans la région, ce qui pourrait vite devenir sa seule fonction. Cependant, si un groupe quelconque voulait mettre une coopérative sur pied, le conseil l'aiderait autant possible. Au cours de sa prochaine réunion, la fin du mois courant, les membres se pencheront sur le

choix d'une **première** activité.

M. Jim Duggleby, éditeur de «Atlantic CO-operator», qui était

en tournée d'affaires à l'Île, et M. Dave Campbell, directeur de la Coop centrale de l'Î.-P.-É., assistaient

à la **réunion** de février et ont parlé de ce qui se passe actuellement dans leur domaines respectifs.*

Ligue de hockey récréative

Tournoi Claude Arsenault

gagnante du tournoi Claude Arsenault de la Ligue hockey récréative de la région Évangeline est les Stingers de LPTV. La partie finale a été disputée contre les Crackers de Maddix Construction et les Stingers l'ont remporté par le compte de 3 à 2.

Les parties se sont disputées comme suit : Greenhornets de Summerside, 4, contre les Crackers de Maddix Construction, 2; Crackers

de Maddix Construction, 6, contre de Mike's Pizzeria, 4; Cornets d'Abram-Village, 11, contre Mike's Pizzeria, 4; Greenhornets de Summerside, 5, contre les Comets d'Abram-Village, 4; Mike's Pizzeria, 5, contre les Stingers -de LPTV, 5; Rivals de Saint-Nicholas, 3, contre les Greenhornets de Summerside, 3; Rivals de Saint-Nicholas, 3, contre les Stingers de LPTV, 2 .

Les deux autres équipes participant à la ronde senti-finale étaient les Greenhornets de Summerside et les Rivals de Saint-Nicholas.*

Les nouvelles relations familiales

— dans *Vidéo-Pressé*

Par Jacinthe Laforest

L'edition de mars 1992 de Vidéo-Pressé, le magazine des jeunes, présente aux lecteurs un reportage sur les nouvelles relations familiales, aux pages 8,9,10 et 11. Le reportage est signé Francine Gagnon et dans son texte d'introduction, elle dit «La famille traditionnelle composée de maman, papa et les enfants existe de moins en moins. Comment vit-on les nouvelles relations familiales?,,.

Pour le savoir, Francine Gagnon est allée parier à des élèves des écoles secondaires franco-manitobaines Noël-Ritchot, Lagimodiere, Saint-Joachim, Pointe-des-chênes et Gabrielle-Roy. Réunis pour l'occasion, ils ont parlé du divorce, du nouvel amour dans la vie du père ou de la mère, de la cohabitation, des enfants de l'autre et enfin, de l'arrivée d'un nouveau bébé dans la famille reconstituée.

Les témoignages viennent de plusieurs jeunes, dont Joanne, Annick, Candace, Julie, Jacqueline, Roxanne, Dominique, Jolène, Mario, Rheanne, Stéphane, Donald, Alain, Paul, Patrick, Mathieu, Nicole et Suzanne. Ces quelque 18 jeunes parlent de leurs situations familiales respectives, en décrivent les avantages et les inconvénients.

Dans ce numéro de Vidéo-Pressé, on trouve aussi une très bonne entrevue reportage sur le groupe humoristique Rocket Belles Oreilles, sur Mme Roberta Lynn Bondar, première Canadienne à voyager dans l'espace. Tous ces reportages et bien d'autres sont abondamment illustrés de photos couleurs.

Le projet d'animation culturelle de l'Unité 5 a fait circuler un coupon d'abonnement pour ce magazine il y a quelques semaines. N'hésitez pas à vous en servir.*

Félicitations

à

Lisa

Barwise

et à

Bernadine

Gallant



Lisa Barwise

(J.L.) Lisa Barwise et Bernadine Gallant sont les deux seules étudiantes de l'Île-du-Prince-Édouard dont les noms figurent au Tableau d'honneur à la faculté d'administration de l'Université de Moncton. Il s'agit pour l'UM de reconnaître les excellents résultats académiques d'étudiants et d'étudiantes inscrits dans les programmes de baccalauréat et de maîtrise. Pour figurer au Tableau d'honneur, un étudiant doit avoir obtenu une moyenne pondérée de 315 ou plus pendant le semestre d'automne 1991. Les noms sont affichés à l'intérieur de la d'administration.*

Exposcience de l'école Évangéline



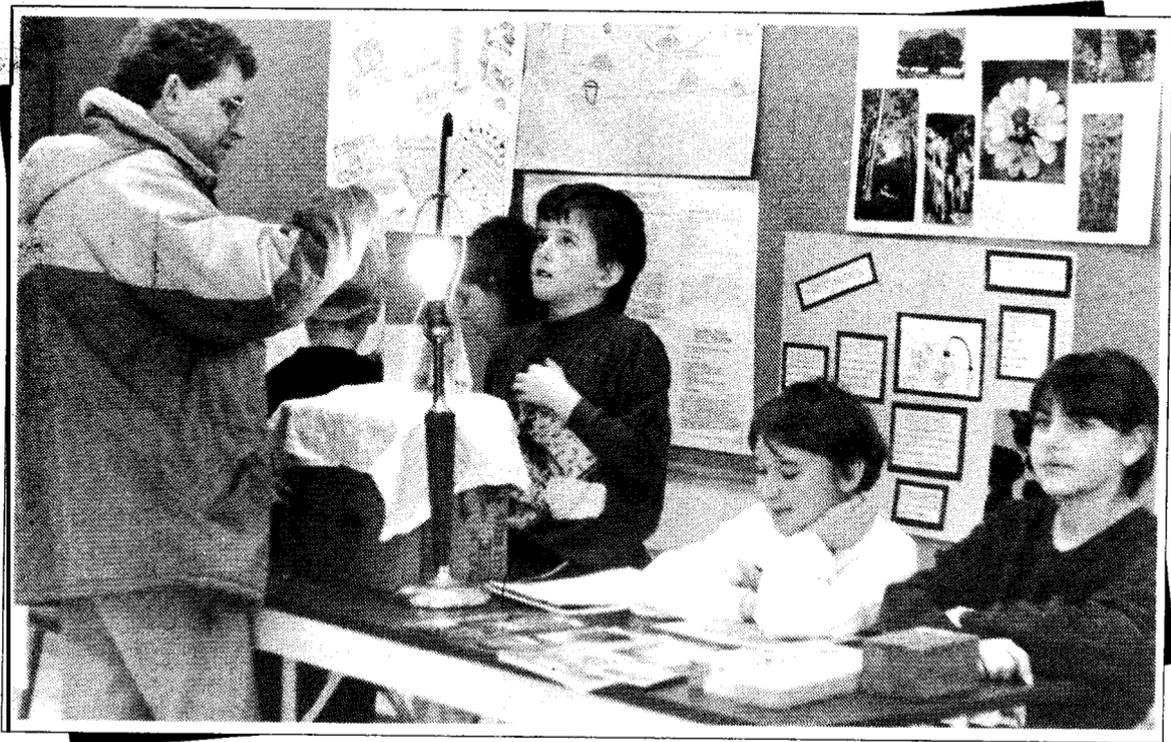
Voici la liste des 1^{er} et 2^e prix remportés par les élèves de l'école Évangéline

(1^{er} prix) 4^e année - Josée Callant et Monique Arsenault: 5^e année - Wayne Dubé; 6^e année - Paul Hardy et André LaBonté: 7^e année - Louis-Paul Savoie et Patrick Hardy: 8^e année - Dwain Gallant et Karl Thompson: 9^e année - Nadine Arsenault, Jennifer Callant et Melissa Callant

(2^e prix) 4^e année - Samantha Roy, Tammy Gallant et Andrée Bossé: 5^e année - Alvin Arsenault et Kenny Arsenault; 6^e année - Peter Arsenault et Bradley Gallant 7^e année - Mélanie Arsenault et Mylène Ouellette; 8^e année - Liette Arsenault et Yolande Richard: 9^e année - Jolène Arsenault, Tanya Callant et Janice Gallant.

Les juges pour l'exposcience à l'école Évangéline étaient : Antoinette Bernard, Edgar Arsenault, Raymond Arsenault, Kevin Arsenault, Gilles Arsenault, Monic Gallant, Claudette Gallant, Bernard Pépin et Jean-Louis Arsenault.

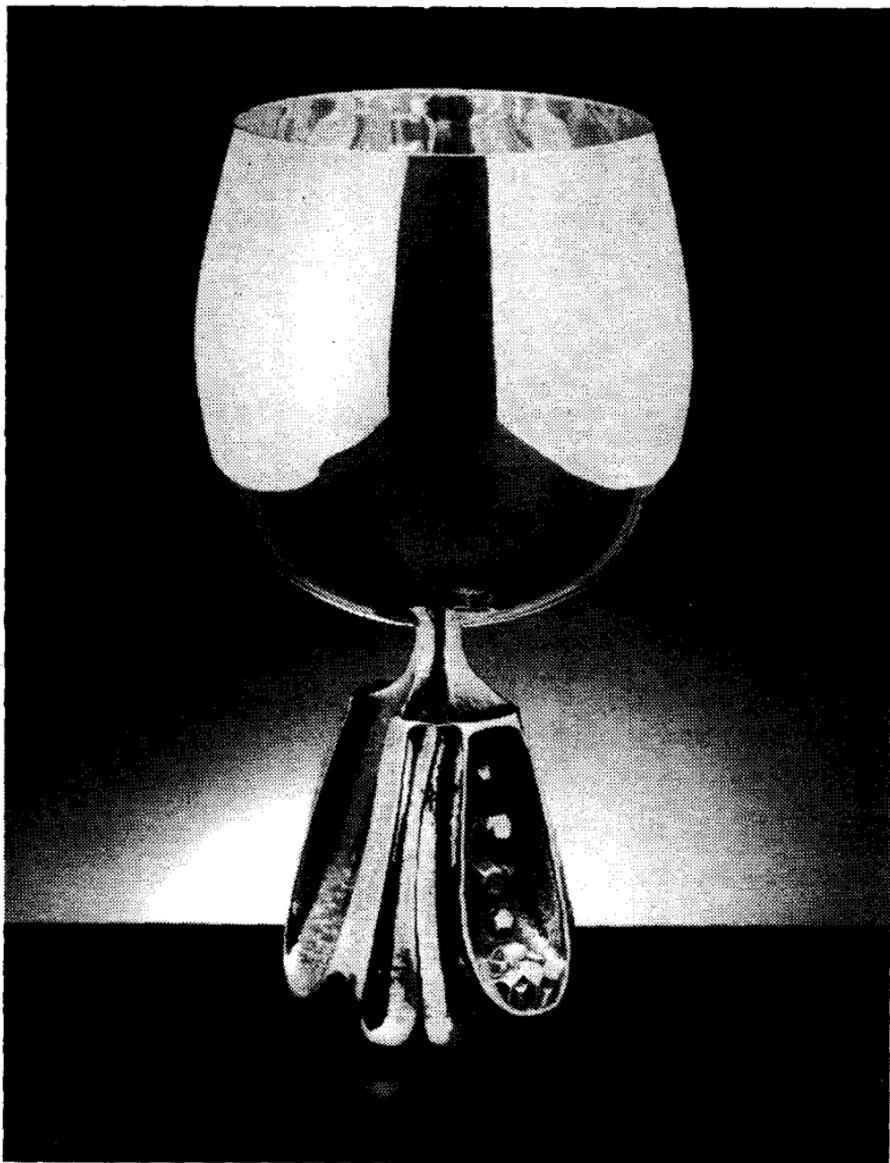
Exposcience de l'école François-Buote



Voici la liste de ceux et celles qui ont été choisis pour représenter leur école à l'exposcience provincial, le 10 avril à Charlottetown :

4-e année - Troy Collings - Les plantes sont la vie; 4e année - Julia MacLaine - La synopsis; 6e année - Geneviève Morin et Sylvie Arsenault - Le gaz et l'eau; 7e année - Marguerite Spierenburg - C'est chaud.

De main de maître



De main de maître, une exposition spectaculaire d'œuvres des lauréats Prix d'Excellence en Artisanat Saidye Bronfman 1977-1986 ouvrira au Centre national d'exposition EPTEK, situé au **Summerside Waterfront Complex** le 7 mars 1992, selon un communiqué.

Suivant les conseils de la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman, et en collaboration avec le Conseil canadien de l'artisanat, le Musée canadien des civilisations s'est procuré les 75 pièces de cette collection auprès des dix artisans qui, de 1977 à 1986, ont reçu le Prix d'Excellence en Artisanat Saidye Bronfman. L'exposition **De main de maître** sera en montre au Centre EPTEK pendant sept semaines, c'est-à-dire jusqu'au 26 avril 1992, pour en suiteserendm à Terre-Neuve.

Chacun des lauréats présentés dans **De main de maître** a su enrichir et renouveler le métier d'art qu'il pratique en participant à des expositions, en enseignant ou en écrivant. La collection du Musée comprend des céramiques de Robin Hopper (lauréat de 1977), de Doucet-Saito (1980) et de Wayne Ngan (1983); des courtepointes de Monique Cliche-Spénard (1979); des pièces d'art textile de Joanna Staniszki (1981) et de Micheline Beauchemin (1982); des pièces d'orfèvrerie de Lois Etherington Betteridge (1978); des sculptures en bois reproduisant des spécimens de la faune de William Hazzard (1984); des reliures d'art de Michael

Wilcox (1985) et des sculptures de Bill Reid (1986).

De main de maître est une exposition du Musée canadien des civilisations d'Ottawa.*

Quelques enfants de plus pour l'éducation française

Par **E. Elizabeth CRAN**

Un total de quatorze enfants sont actuellement inscrits pour l'éducation en français, en 1992-93, soit deux de plus qu'à l'inscription pour

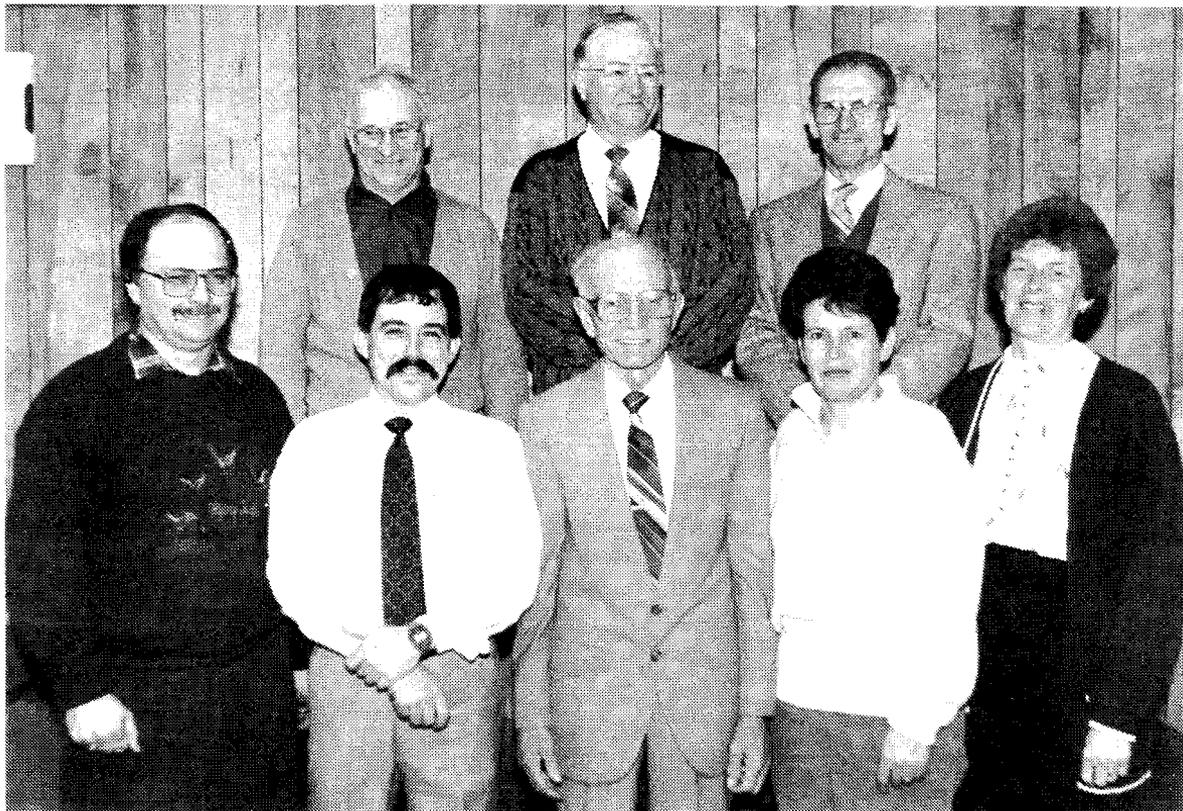
l'année 1991-92. Les deux nouvelles inscriptions sont pour la 1^{re} année. En tout, dix familles sont représentées par ces inscriptions qui viennent toutes de Palmer Road.

Les inscriptions pour la maternelle française ne seront pas finies avant la fin d'août actuel. Jusqu'à présent ça promet bien. Il y a cinq enfants, plus qu'il y a un an.

Et deux de ces enfants viennent de Tignish.

Comme on sait, depuis deux ou trois ans le chiffre d'enfants inscrits dans les programmes d'immersion baisse à Tignish, resté à peu près le même à St-Louis et monte à Bloomfield. Par contre, le chiffre d'enfants inscrits au programme d'éducation française continue d'augmenter.*

Profit substantiel à la Coopérative funéraire Évangéline



Par Jacinthe LAFOREST

La Coopérative funéraire Évangéline a terminé son exercice financier le 31 décembre 1991 avec un profit brut de 16 742 \$, ce qui, une fois les impôts corporatifs payés, a laissé un bénéfice net de 12 682 \$. Cela représente une grosse différence par rapport au déficit de 320 \$ de 1990.

Durant l'année 1991, la Coopérative funéraire a tenu 34 funérailles, ce qui explique le profit. Le bon fonctionnement de la

Coopérative est, pour le président M. Léo J.T. Arsenault, une preuve que les coopératives réussissent bien si les membres y croient et suivent les principes coopératifs.

Durant l'année, le pavage du stationnement a été complété, des lumières extérieures ont été posées et plusieurs améliorations ont été apportées à l'intérieur de l'édifice, pour ajouter au confort des membres en deuil.

Les dirigeants de la Coop ont aussi voté un don de 1 000 \$ au Chez-Nous.*

Les membres du Bureau de direction en 1991 étaient, de gauche à droite au premier rang, M. Leonard Gallant; M. Adrien Arsenault, vice-président; M. Léo J.T. Arsenault, président; Mme Yvonne Arsenault, secrétaire-trésorière; et Mme Rita McNeill. Debout derrière, on voit M. Donat Arsenault, M. Antoine Richard et M. Joseph Gallant. Les nouveaux membres pour 1992 sont M. Maxime Arsenault, M. Eric Arsenault et M. Camille Arsenault. Ils remplacent respectivement M. Leonard Gallant, Mme Yvonne Arsenault (secrétaire-trésorière) et Mme Yvonne Arsenault de Saint-Nicholas, qui est absente de la photo.

Pour le centre de soins communautaire

La Grange à Fidèle en spectacle

Suite au grand succès du spectacle de la famille Polycarpe, aux profits de la Coopérative «Le Chez-Nous» Ltée, parrainé par la paroisse de Baie-Egmont le mois dernier, la paroisse de Mont-Carmel veut également faire sa part pour la campagne de levée de fonds, selon un communiqué.

C'est pourquoi le musicien Philippe LeBlanc de Mont-Carmel a accepté de monter un spectacle d'artistes principalement de sa paroisse. Il est donc content d'annoncer qu'un spectacle de «La Grange à Fidèle» aura lieu le dimanche 22 mars, de 14 h à 16 h, au gymnase de l'école Évangéline à Abram-Village.

Le populaire comédien-musicien-chanteur Fidèle (Paul D. Gallant) sera le maître de cérémonies. Il présentera sans aucun doute plusieurs numéros comiques et sérieux au cours de l'après-midi.

Comme toujours, il sera accompagné de son groupe «The Outhouse Boys», soit Peter Arsenault à la batterie et Allan Gallant à la guitare.

Parmi les invités à la Grange, on

trouvera le couple talentueux de Philippe et Bernadette LeBlanc ainsi que leurs filles Pastelle et Emmanuelle, qui présenteront ensemble quelques numéros de musique et de danse.

Louise Arsenault de Wellington (mais anciennement de Mont-Carmel) ravira également la foule avec ses merveilleuses pièces musicales vivantes. On s'attend également à y voir plusieurs membres de sa famille.

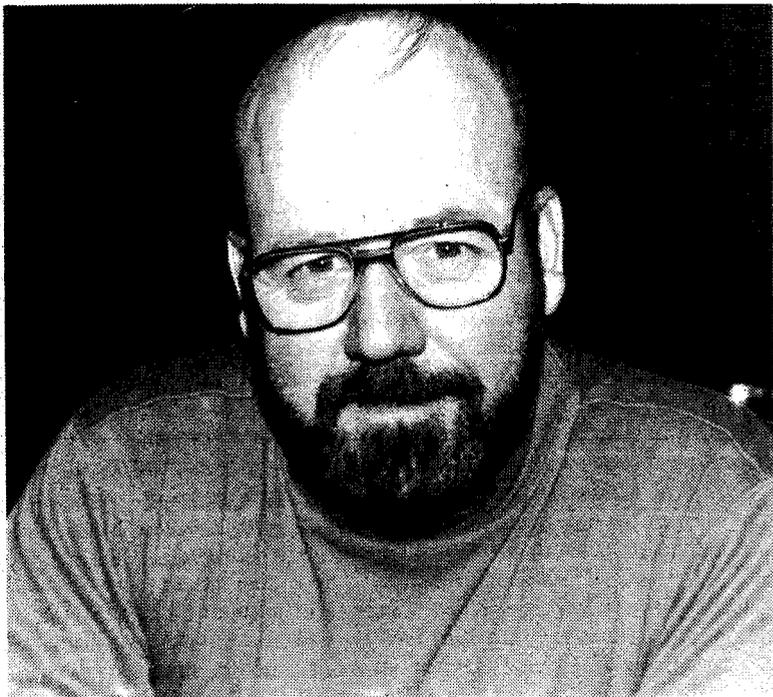
Plusieurs autres artistes de la paroisse Carmel et de la région Évangéline se présenteront sur scène.

On peut donc s'attendre à voir et à entendre une bonne variété de numéros de musique, de danse et de comédie. Et, quand Fidèle est présent, il y a toujours des surprises.

Il y aura un prix d'admission. Les profits du spectacle seront versés à la Coopérative «Le Chez-Nous» Ltée pour le fonctionnement du futur centre de soins communautaire.*

Le monde d' away

Gilles Painchaud : Le p'tit gars du lac-Saint-Jean



Par Jacinthe LAFOREST

Gilles Painchaud est le gérant de la Légion de Wellington depuis environ 18 mois. Pour lui, la transition d'un milieu militaire, où il a cheminé durant 26 ans, vers un milieu civil, s'est faite au prix

d'une période d'adaptation qui se poursuit encore aujourd'hui.

«Je suis entre dans les forces à 19 ans, parce que j' étais tanné d' aller à l'école. Comme bien d'autres, je pensais qu'en entrant dans les forces, j'apprendrais un métier et qu'ensuite je n'aurais plus besoin

d'aller à l'école. En fait, j'ai suivi des cours presque continuellement, comme des cours de relations humaines et de perfectionnement professionnel dans mon domaine». Gilles Painchaud a choisi 'de se spécialiser en électricité et en instrumentation. L'instrumentation, ça regroupe les instruments de navigation dans les avions, c'est de l'électronique et c'est, on s'en doute, du travail de précision.

Originaire de Saint-Méthode au Lac-Saint-Jean au Québec, il ne parlait pas un mot d'anglais quand il s'est enrôlé. «Je n'étais même pas capable de dire Peanut Butter». On l'a tout de suite inscrit dans un cours d'anglais intensif de six mois.

Sa première mutation a été Summerside, où il est resté neuf ans. C'est durant son séjour à l'Île qu'il a fondé sa famille, après avoir rencontré celle qui allait devenir sa femme, Diane Gallant. Il a ensuite été muté en Allemagne, à Baden Baden, où il a vécu durant plus de quatre ans avec sa famille. «On a voyagé beaucoup quand on était en Europe». Ils ont visité l'Autriche, la Suisse, la Hollande et plusieurs autres pays européens, en plus des pays ou des régions où Gilles

devait se rendre pour son travail.

Après l'Europe, ça été le retour au Québec, à la base de Bagotville au Saguenay, et le choc culturel. «Ça faisait presque 15 ans que j' avais quitté le Québec. Je ne pensais plus, comme les Québécois, je ne voyais plus les choses de la même façon que les membres de ma famille, j'ai même eu de la misère avec ma soeur jumelle alors qu'on a toujours été comme les deux doigts de la main».

Après six ans au Québec, le phénomène d'osmose avait fait son oeuvre, les Painchaud avaient appris à vivre en Québécois, mais il a fallu partir une nouvelle fois pour revenir à l'Île-du-Rince-Édouard, en 1985.

Quand il a quitté les forces, Gilles était adjudant-maître et il gérait une équipe d'environ 80 personnes. «La plus grosse différence entre les forces et le civil, c'est l'encadrement. Quand tu as vécu encadré de cette manière pendant 26 ans, le retour à la vie civile est difficile».

S'ennuie-il de sa vie dans les forces? «Jusqu'à un certain point oui, je m'ennuie. Tu ne peux pas mettre sur la tablette 25 ans de ta vie. Mais une fois que tu as décidé de tourner la page, tu continues».

Gilles et Diane vivent dans la région Évangéline. Safemmeest originaire, lui, non. «Même si je travaille à la Légion où je vois beaucoup de monde, même si j'ai marié une fille de la place, je ne ferai jamais complètement partie de la gang comme on dit. Je serai toujours d' away. Quand tout va bien, ça va. Quand ça va mal, on nous dit : Why should you care?».

«Moi je suis Québécois, ça ne changera jamais, mais quand on vit avec des gens, particulièrement dans un milieu rural, les préoccupations des gens qui nous entourent deviennent nos préoccupations. On ne peut pas vivre pendant des années dans un milieu sans se sentir concernés par les changements positifs ou négatifs qui affectent nos voisins.»*



TIG NISH:
*LE PASSÉ,
LE PRÉSENT
ET L'AVENIR*

Par *E. Elizabeth CRAN*

Triste aventure d'un millionnaire

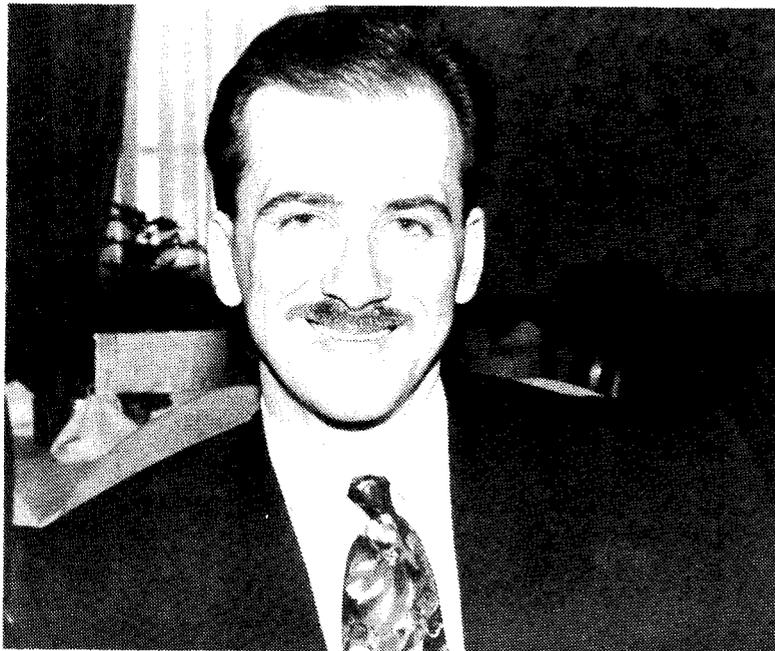
Aujourd'hui on se souvient de Charles Dalton comme l'un des pionniers de l'industrie du renard et du premier lieutenant gouverneur, originaire de Tignish. Mais c'est Charles Dalton également qui a doté la province de son premier sanatorium pour les tuberculeux, don qui reflète autant sa générosité que l'indifférence du gouvernement provincial de l'époque. La triste histoire que je raconte ici se narre en plus de détail par Douglas Baldwin, auteur de Abegweit: une Ile sans pareille, dans un article intitulé Volunteers in Action: The establishment of Government Health Care on Prince Edward Island, 1900-1931.

Toutes les personnes âgées de plus de 40 ans savent - souvent à cause d'une triste expérience - comment le fléau de la tuberculose s'attaquait aux familles de l'île pendant plusieurs générations. Celle de Charles Dalton en avait souffert aussi. Deux de ses filles étaient mortes de cette maladie et l'un de ses fils en restait handicapé pour la vie. Le seul remède - et il n'était pas infailible - c'était de garder le malade dans un environnement parfaitement sain et propre où il pouvait se reposer complètement. Comme on savait depuis 1865 que la tuberculose se transmet facilement, les malades devaient être isolés. Pour cela on favorisait une situation rurale.

À partir du commencement du siècle actuel, des groupes communautaires faisaient des efforts importants pour aider les affligés de cette maladie, pour informer le grand public et pour influencer le gouvernement provincial à s'en occuper. On peut citer, entre autres, les «*Anti-Tuberculosis Societies*» de Charlottetown et de Summerside, et les «*Women's Institutes*». Mais à cette époque les gouvernements en général ne s'occupaient pas de questions de santé sauf quand il s'agissait d'épidémies. Et beaucoup de gens croyaient toujours que la tuberculose - et d'ailleurs les autres maladies sérieuses - étaient envoyées par le ciel comme punition ou étaient héréditaires. En 1913 les autres Provinces maritimes avaient chacune leur sanatorium, mais l'île n'avait qu'une petite infirmerie pour les malades pauvres à l'hôpital Falconwood.

C'était en avril 1913 que Dalton, qui était alors député provincial, a offert 20 000 \$ à la province pour défrayer les coûts d'un sanatorium et 1 000 \$ par année pendant dix années pour aider à le maintenir. A l'unanimité, les députés ont accepté ce don presque fantastique pour l'époque et se sont engagés à contribuer au maintien du sanatorium.*

Jacques Lemay a des projets plein la tête et le Festival à coeur



M. Jacques Lemay

Par Jacinthe LAFOREST

Jacques Lemay est le nouveau directeur artistique du Centre des arts de la Confédération. Il a des projets plein la tête pour cet établissement culturel où il a fait ses premières armes dans le théâtre professionnel en 1972 : il a joué dans la production *Anne of Green Gables* de 1972 à 1975.

Dans ce temps-là, a expliqué M. Lemay en **entrevue** avec *La Voix acadienne*, la scène du Festival de Charlottetown était un tremplin très convoité, particulièrement pour les comédiens. «Parmi les grands qui se produisent maintenant à New York et sur les

autres grandes scènes du monde, ils sont nombreux à avoir débuté au Festival de Charlottetown, dans l'une ou l'autre des productions» de dire M. Lemay. Au cours des dernières années, à cause notamment des difficultés financières, le Festival avait perdu de son attrait mais cette année, toujours selon M. Lemay, environ 500 artistes professionnels se sont disputé, lors des auditions nationales, les quelque 24 places de comédiens offertes par le Festival et c'est un signe que la renommée du Festival effectuera une remontée, et redeviendra ce qu'elle a été.

Et pour remettre le Festival de

Charlottetown sur la carte, Jacques Lemay ne recule devant rien. Le Premier juillet 1992, nous assisterons à une «première mondiale», celle de *La Grande Aventure*, ou en Anglais, *The Great Adventure*. Les comédiens seront les mêmes que ceux qui seront dans la production d'*Anne of Green Gables*.

M. Lemay a expliqué que *La Grande Aventure* mettrait en scène un vieillard et un enfant, symboles du passé et de l'avenir. Créée à l'occasion du 125^e anniversaire de la Confédération, cette production sera composée de vignettes dans lesquelles on verra des tableaux de notre passé collectif, des épisodes de l'histoire qui nous ont façonnés tels que nous sommes. Les questions de l'enfant et les réponses du vieillard serviront de charnière et d'introduction aux vignettes. «Notre histoire n'est pas toute belle et rose, nous allons parler de nos guerres et de la dépression, autant que des moments heureux».

La pièce ne sera pas conçue de manière à présenter une perspective insulaire de l'histoire canadienne. Il est entendu que le rôle de l'Île comme Berceau de la Confédération sera exploité, mais selon M. Lemay, on veut que tous les Canadiens puissent s'y reconnaître, et on veut pouvoir présenter la pièce ailleurs au Canada. Elle ne doit donc pas être de saveur trop régionale. On y retrouvera une composante francophone, assurée par un noyau de cinq ou six comédiens de langue française.

(Suite en **page 11**)

Jacques Lemay a des projets...

(Suite de la page 5)

Une pièce : Deux cultures

Le Festival de Charlottetown présentera cette année encore une pièce pour enfants. Il s'agira d'une pièce à message, mettant en présence les deux langues officielles du pays, en cette année du 125^e anniversaire de la Confédération. Il y aura beaucoup de pantomime et de gestes, et elle sera facile à comprendre pour les deux groupes linguistiques VISÉS, et même pour les autres.

Projets à court et long termes

M. Lemay a signé un contrat d'un an avec le Centre des arts de la Confédération, mais cela ne l'empêche pas de faire des projets à plus long terme. Par exemple, il voit le Congrès mondial acadien de 1994 comme une opportunité que le CAC ne devrait pas manquer. «Je veux créer quelque chose d'unique sur l'histoire acadienne pour 1994. Ce sera l'année du Congrès mondial acadien et on veut amener les participants à ce congrès ici à l'Île, pour voir la pièce. Il n'existe pas d'institution de théâtre, de compagnie de théâtre, de l'envergure du Centre des arts de la Confédération au Nouveau-Brunswick ni ailleurs à l'est du Québec. Il faut utiliser cet avantage». M. Lemay n'a pas voulu dire si la pièce présentée en 1994 serait écrite autour d'Évangéline, la légende, mais il a avoué que c'est une possibilité.

Il faut faire des pieds et des mains pour rencontrer Jacques Lemay et surtout s'armer de patience. Il vient au Centre de la Confédération quand ses autres occupations le lui permettent. Et l'un des gros projets sur lequel il travaille présentement, c'est Expérience Canada, grande production qui partira en tournée dans tout le pays pour célébrer le 125^e anniversaire du pays. M. Lemay s'est assuré que l'Île-

du-Prince-Edouard sera représentée par cinq ou six artistes sur les 105 que comprendra la troupe de 125 **personnes**. «Si on avait établi des proportions par pourcentage de population par province, on aurait 30 Ontariens et la moitié d'un insulaire» de dire Jacques Lemay. Il insiste sur le fait que la troupe Expérience Canada ne s'imposera nulle part et se produira sur invitations dans les provinces. La façon dont la tournée fonctionnera est simple et pratique. Il y aura trois autobus, trois camions et trois autos. Une fois rendue dans une région, la troupe se divise en trois et donne un spectacle de dimension réduite à trois endroits différents. Le soir, la troupe au grand complet se réunit pour le grand spectacle. Avec cette formule, la troupe crée quatre événements dans une journée. La première de ce spectacle aura lieu en mai, dans le cadre de la Fête Franco-Colombienne des enfants.

Collaboration avec le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean

M. Jacques Lemay a eu l'occasion de visiter le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, au cours d'un de ses récents séjours à Charlottetown. Il s'est bien impressionné par la qualité du théâtre et il a déjà des idées sur la sorte de collaboration qu'il aimerait établir avec le centre francophone; Il voit entre autres des ateliers de théâtre donnés par les membres de la troupe du Festival, sur la scène du Carrefour.

Culture et rentabilité

M. Jacques Lemay est arrivé au Centre des arts de la Confédération alors que le gouvernement fédéral venait d'effacer la dette de trois millions de dollars du centre. «On commence avec rien; mais au moins on n'a pas de dette à renflouer» de dire le directeur artistique. Une production théâtrale,

selon lui, devient rentable seulement après des années et des années d'investissement monétaire et

artistique dans une production. Des productions comme les Misérables ou le Fantôme de l'Opéra ne sont

pas devenues célèbres du jour au lendemain. Elles ont perdu de l'argent, avant d'en faire. *

Les Acadiens et Acadiennes de l'Île comptent sur Joe Ghiz

Comme citoyens et citoyennes ordinaires de notre vaste pays, comment pouvons-nous saisir le volumineux rapport que la Commission Beaudoin-Dobbie vient de nous présenter. Bien intentionnée, j'en suis certaine, la Commission Beaudoin-Dobbienous a présenté de quoi brasser les idées. Dans l'immédiat, la plupart de nous devons nous fier sur les interprétations des médias pour en saisir aucun sens. Par la

suite nous serons encore à la merci des médias pendant des semaines et des mois pour démêler toutes les nuances interprétées et interprétables pour en arriver à l'essentiel. Nous entendrons des opinions, des analyses et des synthèses de la part de spécialistes, de journalistes et de chroniqueurs, entre autres, sur la question qui est probablement la plus importante de notre vie comme citoyens et citoyennes du Canada.

Cependant, pour nous Acadiens et Acadiennes, spécifiquement d'ici et des autres Provinces atlantiques partageant une affinité avec les communautés francophones minoritaires à la grandeur du pays, qu'est-ce qu'un renouvellement du Canada représente? Qu'est-ce que nous devons tenter d'aller chercher dans une entente constitutionnelle? La Fédération des communautés francophones et acadienne l'a bien dit et la Commission Beaudoin-Dobbie le dit aussi : il faut aller chercher «l'épanouissement» et «le développement».

Il est vrai que les minorités francophones du pays doivent être non seulement préservées et protégées (si on ne veut pas aboutir comme reliques dans des musées) mais plutôt qu'elles soient encouragées, promues, véhiculées et munies d'outils efficaces pour que leur culture demeure vivante. Il faut que nos gouvernements fédéral et provinciaux, en partenariat avec cette communauté, s'engagent à innover et à initier des actions concrètes pour faire grandir cette culture qui est pour nous le vif **essentiel de notre existence**. Autrement il nous restera peu de générations.

La plus grande responsabilité morale, à mon avis, qu'un peuple puisse avoir est d'être pleinement ce qu'il est. Nos gouvernements

nous doivent moralement de nous aider à réaliser notre pleine actualisation **comme groupe linguistique** et culturel. Nous ne pouvons pas le faire sans l'aide institutionnalisée et sans reconnaissance de nos gouvernements.

Certains vont dire que si chaque groupe spécial se sent négligé, ignoré et si il demande un statut particulier, c'est peut-être insensé de rêver qu'une constitution soit capable de chapeauter un si grand pays avec tant de divergences culturelles, économiques et politiques. Peut-être que la notion de **Federation of Regions** n'est pas si bête après tout, mais plutôt «ingénieuse», pour citer Michel Blanchard. Comme les besoins des Québécois diffèrent de ceux des autres francophones du pays, les besoins des Canadiens de l'Ouest sont bien différents de ceux de l'Atlantique et les autochtones ont leurs spécificités, pour ne pas utiliser le terme «distinctions».

Cependant, aussi longtemps qu'on semble avoir un consensus, il faut continuer d'essayer de trouver un point commun d'un océan à l'autre, un point qui aura autant d'impact que les différences ont pu avoir. Il faut tâcher d'embrasser les différences avec générosité et tolérance. Idéaliste, peut-être, mais nous pouvons

imaginer le scénario de l'alternative.

À ce **moment**, nous pouvons avoir l'impression que malgré les consultations publiques auprès des soi-disant Canadiens ordinaires, le consensus n'est qu'au niveau d'Ottawa et non au niveau du peuple.

Comment pouvons-nous continuer notre engagement dans le processus pour nous assurer qu'il ne demeure pas au niveau de la Colline parlementaire? C'est en exigeant, sans doute, la participation active de notre gouvernement provincial dans l'épanouissement et dans le développement de notre culture acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous devons prendre conscience que la partie n'est pas finie mais que nous sommes à la veille de jouer la finale. Nous devons nous rendre compte de ce qui est en jeu et que dorénavant notre seul et unique porte-parole pour nous, Acadiens de l'Île, est notre premier ministre Joe Ghiz. Nous devons lui laisser savoir que nous comptons sur lui, qu'il est notre seul espoir auprès des acteurs de la pièce et des auteurs du Canada de demain.*

**Louise Comeau
Abram-Village**

Tolérance zéro

Le dimanche 8 mars était la Journée internationale de la femme. La télévision nous a montré dimanche soir des scènes des manifestations qui ont eu lieu un peu partout dans le monde, ainsi que sur la Colline parlementaire à Ottawa, où une centaine de femmes sont allées dénoncer la violence dont elles sont les victimes, individuelle et collective. On disait dans le reportage que certaines d'entre elles avaient peur de retourner chez elle après leur manifestation, craignant des représailles, et qu'elles avaient pris de gros risques en allant se promener devant le Parlement.

Des études datant au plus de quelques années disent qu'une femme sur 10 est battue par son mari ou son partenaire; qu'une femme sur quatre peut s'attendre à être victime d'agression sexuelle au cours de son existence, dont la moitié avant l'âge de 17 ans; qu'un Canadien sur cinq vivant avec une femme reconnaît avoir violenté sa partenaire et qu'en moyenne 100 femmes sont tuées chaque année par leur partenaire au Canada.

On ne compte plus les actes de violence dont sont victimes les femmes et ce dans tous les milieux. La violence psychologique, la violence verbale, l'abus sexuel et finalement, Lapointe de l'iceberg, l'abus physique, le seul qui soit visible et prouvable.

Qu'est-ce qui pousse les hommes, certains hommes, à agir de même et qu'est-ce qui fait que les femmes en tolèrent tant? Des études ont démontré qu'en moyenne, une femme se laisse violenter 37 fois avant de lancer un premier appel à l'aide. Et on parle d'abus physique. On ne peut qu'imaginer ce qu'elle a pu endurer avant d'appeler à l'aide. Sommes-nous à ce point si peu fières de ce que nous sommes, que nous nous laissons molester et autant physiquement que moralement ?

Les hommes se sentent-ils à ce point impuissants qu'ils éprouvent le besoin d'écraser les femmes pour se grandir et se donner du pouvoir?

L'objectif du Comité canadien sur la violence faite aux femmes est d'arriver à un niveau de tolérance zéro dans le domaine de la violence faite aux femmes. Chaque femme est aussi forte que la plus faible d'entre elles. Cela veut dire que tant que dans ce monde, il restera une femme victime de violence, toutes les autres femmes ne seront pas en sécurité.

On ne peut parler de la violence faite aux femmes sans parler des enfants, garçons et filles, qui en sont les témoins et bien souvent les victimes. Ayant eu ce modèle sous les yeux toute leur enfance, ils le perpétueront une fois adulte. Si on veut que le cercle de la violence soit brisé, il faut donner à la femme maltraitée les moyens de s'en sortir, avec ses enfants. C'est facile à dire, je le sais. À l'Île-du-Prince-Édouard, il n'existe qu'un seul refuge pour femmes battues et il se trouve à Charlottetown. Le système judiciaire a des progrès à faire, pour faciliter les choses à la femme qui a le courage de porter plainte contre son mari ou son partenaire et la réalité économique n'aide en rien la situation des femmes.

Comme membres d'une société moderne, comme habitants d'un pays libre, nous avons aussi un examen de conscience à faire, mais il y a de l'espoir. Il n'y a pas si longtemps, la troupe de théâtre Le Soleil oublié a osé aborder le thème de l'abus dans une de ses pièces, intitulée «Un bel avenir?»

Notre responsabilité en tant que collectivité est justement de nous assurer que tous aient droit à ce bel avenir. *

Un nouveau comité s'occupera de l'ancien couvent

Par E. Elizabeth CRAN

Un tout nouveau comité sera chargé du grand projet de recycler l'ancien couvent de Tignish. Ses quelque dix membres se pencheront sur les options, y comprise celle d'en faire une résidence pour personnes âgées, au cours des trois mois suivants. À la fin de mai, ils présenteront leurs informations et leurs avis à une troisième réunion publique.

Tel était le résultat de la réunion publique du 3 mars, qui attirait une trentaine de personnes, surtout des personnes âgées et des dirigeantes et dirigeants de la paroisse. Le nouveau comité n'est pas encore complet. Actuellement il comprend les personnes suivantes qui sont toutes très bien connues dans la région : Mmes Florence Gavin,

Helen O'Brien, Claire O'Shea; MM. Paul Gaudet, Léo Handrahan, Louis Shea, Wilson Shea. Si possible, l'une des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame siègera au comité. Cependant à cause de maladie, ni l'une ni l'autre de celles qui restent toujours à Tignish n'a pu assister à la réunion

Selon M. Louis Shea, gérant de la caisse pop et président du comité, il semble probable qu'un groupe de paroissiens achètera l'ancien couvent, qui est vacant et sans chauffage depuis six mois. A cette fin, le comité songe à envoyer des informations à chaque ménage de la paroisse, qui en comprend environ 900. Le comité accepterait, pourtant, qu'une seule personne l'achète ou bien qu'une personne le loue du comité.

Briser le cycle de la violence faite aux femmes



Mme Marthe Asselin-Vaillancourt

Par Jacinthe LAFOREST

La Journée internationale de la femme, qui avait lieu dimanche, est encore fraîche dans nos mémoires et aujourd'hui encore, les femmes pourront participer à des activités organisées par elles et pour elles, dans la région Évangéline. Et on dirait que durant cette semaine, on est plus sensible à des problèmes comme la violence faite aux femmes.

Jeudi demie, le **Comité canadien sur la violence** faite aux femmes était de passage à l'Île-du-Prince-Édouard, et dans le cadre de la seule session ouverte aux médias, La Voix acadienne a rencontré la co-présidente du comité,

Mme Marthe Asselin-Vaillancourt, de Jonquière au Québec.

Depuis 1989, Mme Asselin-Vaillancourt est directrice générale du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels. Le Centre est le prolongement d'un projet pilote amorcé par Mme Vaillancourt en 1981 avec la Sûreté du Québec, qui **consistait à aider les femmes victimes de violence** et à faire de la prévention. Au cours des 20 dernières années, elle a aidé à mettre sur pied un centre d'hébergement pour femmes en difficulté, elle a rédigé pour des journaux et des revues de nombreux articles qui traitaient de **différents aspects de la violence familiale et elle a participé à plusieurs émissions de radio**

et de télévision sur ce sujet.

Selon Mme Marthe Asselin-Vaillancourt, le cycle de la violence est toujours le même. Il commence par une violence psychologique, puis passe à la violence verbale, et sexuelle. «Bien sûr, aucune femme n'ira raconter à un avocat ou à un juge ce qu'un homme lui fait subir dans l'intimité de la chambre à coucher» de dire la maîtresse femme. L'abuseur **se** sent donc à l'abri. Puis, il passe à la forme la plus visible de violence, la violence physique.

«Tout au long de ce cycle, l'homme abuseur construit son monument violent, il assoit son pouvoir» de dire Mme Asselin-Vaillancourt. Et les assises de ce monument sont incroyablement solides. «Une étude nationale a démontré qu'une femme se laisse battre en moyenne 37 fois avant de se décider à appeler la police ou à prendre des mesures pour se protéger» de dire Mme Asselin-Vaillancourt.

Selon elle, c'est facile à comprendre. Une femme qui épouse un homme en est **amoureuse**. Après

chaque crise violente, elle veut de tout son coeur croire en son pardon, et croire que c'était la dernière fois. «Je trouve cela terriblement dur de dire à une femme battue que son mari va continuer à la battre à moins qu'on ne l'en empêche» de confier la co-présidente du comité national.

Le Comité était en Atlantique depuis quelques jours et les 10 membres avaient eu l'occasion de rencontrer plusieurs groupes de femmes et d'écouter leurs doléances. Mme Asselin-Vaillancourt dit avoir entendu plusieurs femmes parler de la violence économique, qui est plus présente dans notre région que dans les autres régions visitées jusqu'à présent par le comité. «Les femmes ont des emplois qui ne paient pas assez, ou n'ont tout simplement pas d'emploi. L'éducation qu'on donne aux filles ne les oriente généralement pas vers des emplois payants qui les rendraient moins dépendantes de leur conjoint abuseur. Il ne faut pas oublier que les femmes maltraitées peuvent endurer beaucoup, pour éviter de mettre leurs enfants dans

la misère. Des fois, on juge les femmes de façon inconsidérée parce qu'on ne comprend pas ce qui les empêche de partir».

Dans un dépliant produit par le **Comité canadien sur la violence faite aux femmes, on trouve des données qu'on entend de temps en temps mais qu'il n'est pas inutile de répéter**. Au Canada:

-Au moins une femme sur 10 est battue par son mari ou par son partenaire;

-Une femme sur quatre peut s'attendre à être **victime d'agression sexuelle au cours de son existence, dont la moitié avant l'âge de 17 ans;**

-Un Canadien sur cinq vivant avec une femme reconnaît avoir violenté sa partenaire;

-Cent femmes en moyenne sont tuées chaque année par leur partenaire masculin;

-56 pour 100 des femmes sondées dans sept villes canadiennes disent craindre de circuler à pied, la nuit, dans leur propre rue;

-Au Canada, en terme de dollars, **l'industrie de la pornographie est multimilliardaire.***

Antoine Richard, coordonnateur pour le Chez-Nous



M. Antoine Richard

Par Jacinthe LAFOREST

La Coopérative Le Chez-Nous Ltée n'est pas un petit projet. On estime que la construction coûtera près de 500 000 \$. Le projet est important aussi pour toute la communauté, qui investit beaucoup de temps et d'argent, il faut bien le dire, dans Le Chez-Nous.

Les activités de levée de fonds se suivent et ont toujours autant de succès, grâce aux gens qui les organisent et à ceux qui y participent, pour le divertissement et aussi parce qu'ils croient au bien fondé du projet.

Pour l'aider à répondre le plus vite possible et du mieux possible aux attentes que la communauté nourrit à l'endroit de la réalisation du Chez-Nous, les dirigeants de la coopérative ont embauché un coordonnateur, en la personne de M. Antoine Richard de Mont-

Carmel, grâce à une subvention du ministère des Affaires communautaires et culturelles.

Son travail consiste notamment à coordonner les efforts de cinq comités, dont le comité pour la construction et le terrain; le comité de financement; le comité de personnel; le comité pour les statuts et règlements et finalement, celui dont on entend le plus parler, le comité de levée de fonds.

On dépasse maintenant les 50 000 \$, grâce à des contributions récentes. M. Richard travaille présentement à l'obtention d'un numéro de charité, pour pouvoir émettre des reçus pour fins d'impôts aux donateurs. On voudrait aussi créer une fondation, pour aider à financer Le Chez-Nous à long terme. M. Richard a expliqué que le but était de rendre Le Chez-Nous le plus accessible possible, en baissant les prix de location le plus possible. «Moi, dans ma tête, je ne m'en tiens pas à la limite de 70 000 \$. Si on peut ramasser plus, ce sera encore mieux et c'est toute la communauté qui en profitera». M. Richard a établi son quartier général au Centre de services régional Évangéline à Wellington. Il a été embauché pour une période d'environ deux mois, qui viendra bientôt à terme.

M. Richard a aussi pu assurer des suivis immédiats aux décisions prises par les comités. Le Chez-Nous obtiendra sous peu le titre de propriété pour le terrain et les plans de construction avancent. *

Se prendre en main

Projet de concertation Evangéline

Secteur Santé et Bien-être

Le secteur Santé et Bien-être ne comprend pas seulement les établissements de santé dans la région mais tout l'aspect de la santé préventive, à tous les niveaux. Exemples : les cliniques pour enfants, les groupes de soutien pour adolescents, alcooliques, entre autres, la santé familiale, la santé des citoyens aînés. Le secteur Santé et Bien-être doit être aussi évident dans l'évolution d'une communauté que l'éducation et l'économie, car une communauté qui est malade mentalement ou physiquement ne se développe pas dans les autres secteurs.

RÉSUMÉS

DES DISCUSSIONS

1. L'éducation et la promotion

L'éducation et la promotion de la santé doivent être adressées

auprès des résidents de la communauté. Les gens doivent se rendre compte que le domaine de la santé est très large et que la discussion sur la santé personnelle peut commencer à la maison.

2. Le bénévolat

Il y a dans la communauté beaucoup de bénévoles qui oeuvrent dans le domaine de la santé : groupes d'appui, etc. La population n'est peut-être pas au courant de tous les services offerts.

3. Représentation politique

C'est grâce à des organisations comme le Comité consultatif des communautés acadiennes, le Comité des Acadiens de la région Evangéline, et aussi grâce à certains individus qu'on peut recevoir des services de santé bilingues. Il faut que cette représentation continue.

PRIORITÉS

1. Centralisation des services

Il faut s'assurer que les personnes-ressources franco-phones qui oeuvrent déjà dans le domaine soient visibles dans la communauté. Si ces personnes avaient leurs bureaux dans la région, ceci faciliterait la promotion et l'éducation de la santé.

2. Coordination de services

Il faut une plus grande coordination des services de santé offerts dans la région afin de maximiser nos ressources. Il faudrait qu'il y ait un lieu où les gens pourraient recevoir de l'information au sujet des services de santé disponibles dans la région. Il faut viser à **une** certaine autosuffisance dans le secteur.

3. Une équipe de santé préventive

Il est très important que les bénévoles et les professionnels, tels médecins, gardes-malades et autres, travaillent en équipe pour promouvoir la médecine préventive.